

La politique russe en mer Noire

Luc KERGOSENIEN | Étudiant en Master 2 Sécurité et Défense à l'Université Paris 2 Panthéon Assas.

La Russie a toujours considéré la mer Noire comme un enjeu géostratégique majeur. Cette mer chaude et semi-fermée a constitué de tout temps une interface entre le Nord et le Sud. Naguère, les Vikings l'utilisaient pour commercer avec l'Empire byzantin. C'est l'impératrice Catherine II, tsarine de 1762 à 1796, qui a façonné le projet de domination de la mer Noire. Pour marquer l'identité de l'Empire russe, et pour étendre son aire de puissance, l'autocrate slave désirait prendre le contrôle de nouvelles villes, dont Sébastopol, ainsi que le contrôle d'Istanbul. Par ailleurs, il était impérieux de contrôler les détroits du Bosphore et des Dardanelles pour investir la Méditerranée. Au XIX^e siècle, une date intéresse particulièrement l'histoire russe dans la région : le siège de Sébastopol de 1855, qui voit s'affronter l'Empire russe et les puissances occidentales, appuyées



Carte de la mer Noire (crédits : Idarvol, Wikipédia)



par l'Empire ottoman. La défaite qui en a résulté a contraint le pays à se tourner vers l'Asie pour accéder aux mers chaudes.

Récemment, l'annexion de la Crimée en 2014 et la montée en puissance de la flotte militaire de la mer Noire, le projet de gazoduc Turkish Stream (ou TurkStream) conclu avec la Turquie, la défense des minorités russophones vivant dans les pays situés sur le littoral pontique (l'adjectif qui s'y rapporte), ont rappelé cette importance. Vladimir Poutine ne fait donc qu'actualiser une politique ancienne et poursuivre une ambition séculaire. À l'heure où la Russie réaffirme son rôle de puissance régionale et mondiale (en Syrie), il est nécessaire de se pencher sur cette région particulière du monde, point de jonction entre l'Occident et l'Orient, entre le Sud asiatique et le Nord slave.

La mer Noire est située au carrefour de l'Europe, du Caucase et de l'Anatolie. Selon la définition de la Commission des communautés européennes, elle est composée des six États littoraux du bassin pontique – Russie, Géorgie, Turquie, Bulgarie, Roumanie et Ukraine – ainsi que de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie, de la Moldavie et de la Grèce. Sa superficie est environ de 423 000 km².

Comme le souligne Igor Delanoë, la vision russe de l'aire pontique est structurée par 3 enjeux : « premièrement, la compétition pour l'influence entre acteurs régionaux (Russie, Turquie, Otan, Union européenne) et extrarégionaux (États-Unis) ; deuxièmement, les enjeux énergétiques, car le bassin pontique est un corridor pétro-gazier majeur pour la Russie, avec le terminal de Novorossiisk et les projets de gazoducs existants * (Blue Stream) et à venir (Turkish Stream) ; troisièmement, la région de la mer Noire est un creuset pour les menaces transnationales (trafic d'armes et de stupéfiants, prolifération des composants d'armes de destruction massive, terrorisme) ».

La politique russe dans la zone doit être abordée à travers trois éléments : la défense de l'« étranger proche », la concurrence avec l'Otan et l'UE et enfin, le rapprochement avec la Turquie.

La défense de l'« étranger proche », une politique de protection et de conquête

La notion d'« étranger proche » est au cœur de la politique étrangère russe contemporaine. Ce terme désigne les quatorze républiques soviétiques qui, avec la République soviétique de Russie, constituèrent l'URSS jusqu'en 1991, et plus largement les pays qui, de tout temps, ont fait partie de l'Empire russe tel qu'il a existé au cours de l'histoire. Cet arc s'étend de l'Ukraine à la Russie asiatique. Il s'agit donc d'une zone d'intérêts vitaux pour l'actuelle Fédération de Russie,

* Pour plus d'information sur les gazoducs, voir l'excellente carte de Philippe REKACEWICZ, « Géopolitique des tubes en Asie centrale », *Le Monde diplomatique*, février 2011 (www.monde-diplomatique.fr/cartes/asietubes).



en termes de liens culturels, historiques, économiques, politiques. Dans l'espace de la mer Noire, les pays de l'étranger proche sont la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Dans ces pays, les autorités russes se déclarent concernées par le sort des populations russes et russophones qui y vivent : 1,5 % des habitants en Géorgie (cf. Garik GALSTYAN) et 7,5 % en Moldavie (cf. Julien DANERO IGLESIAS) se déclarent Russes, tandis que 29 % de la population en Ukraine déclare avoir le russe comme langue maternelle (cf. Olivier BORIES).

Le cas de l'Ukraine, et particulièrement de la Crimée, est représentatif de cette politique. Cette dernière est rattachée à l'Ukraine par une décision de Khrouchtchev en 1954. Après le démantèlement de l'URSS, la Russie est contrainte d'accepter le maintien de la Crimée au sein de l'Ukraine, désormais indépendante. En 1992, après la chute de l'URSS, la Crimée proclame son indépendance, et le Parlement russe vote une résolution annulant son transfert vers l'Ukraine. Cependant, l'inaction de Moscou permet au gouvernement ukrainien de replacer la région sous son contrôle direct en 1995. En 2014, la proclamation de l'indépendance de la péninsule (qui fait suite à l'approbation à 96,77 % des voix du référendum mis en place par le Parlement criméen le 16 mars 2014) et son rattachement à la Russie consacrent finalement un retour dans le giron russe. L'une des explications de ce mouvement tient à la composition ethnique de la Crimée : en 2014, on recensait parmi sa population 65,3 % de Russes, 15,1 % d'Ukrainiens, 12,1 % de Tatars (selon le recensement effectué au 14 octobre 2014 par le Comité national des statistiques de Russie).

La défense de l'étranger proche concerne également les minorités russes de Géorgie et de Moldavie. À ce titre, l'exemple de la Transnistrie est éclairant. Cette région de la République moldave, autoproclamée indépendante, n'est reconnue par aucun État-membre de l'ONU, ni par la Russie, mais par des Républiques reconnues par la Russie et non par le droit international (Abkhazie, Haut-Karabagh, Ossétie du Sud). À cette situation juridique iconoclaste s'ajoute la présence sur ce territoire de forces militaires de la XIV^e armée de la Fédération de Russie, ce qui permet à cette dernière de contrôler un certain nombre d'industries dans la zone. En conséquence, la Transnistrie s'apparente à une enclave russe sur laquelle la Moldavie dispose d'une souveraineté relative, ce qui permet à la Russie d'affirmer sa puissance dans la zone et ainsi d'exercer une certaine pression sur ses anciennes républiques.

La compétition avec l'Otan et l'UE

La politique russe en mer Noire est également fondée sur une compétition avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan) et l'Union européenne.

L'Otan a été créée à la fin de la Seconde Guerre mondiale pour se prémunir d'une attaque de l'URSS. Malgré l'effondrement de cette dernière et l'apparition



* GUAM

Ce groupe est constitué de la Géorgie, de l'Ukraine, de l'Azerbaïdjan et de la Moldavie. Il regroupe les pays affectés par l'ingérence russe dans leurs affaires intérieures : républiques autonomes séparatistes de Transnistrie et d'Ossétie du Sud soutenues par la Russie (Moldavie et Géorgie), Haut-Karabakh occupé par les forces arméniennes indirectement soutenues par la Russie (Azerbaïdjan) et enfin, influence russe en Crimée (Ukraine).

de menaces communes à tous les États (terrorisme, trafics transnationaux), la Russie actuelle n'a pas oublié le sceau originel qui a marqué l'Alliance atlantique. Par ailleurs, le pays s'est toujours considéré comme une puissance régionale et mondiale. C'est pourquoi les empiétements de l'Otan dans la région de la mer Noire et les différentes tentatives de l'organisation euro-atlantique de lutter contre l'influence russe dans la zone sont vécus, depuis la fin du XX^e siècle, par l'ancien empire russe comme une atteinte intolérable à ses intérêts vitaux. La constitution en 1997 du GUAM *, la volonté affichée de déployer un bouclier antimissile en Europe, les actions diplomatiques en faveur de l'entrée de la Géorgie et de l'Ukraine dans l'Otan en 2008, le soutien à ces pays lors de leurs conflits internes (Ossétie du Sud, Donbass, Crimée) ont ainsi alimenté cet agacement russe. En bref, c'est une politique de containment (endiguement) de la Russie qui a été mise en place par les États-Unis, avec l'aide financière de l'UE en 2007.

Les événements de Crimée ont permis à la Russie de rappeler sa puissance et sa présence dans la région. L'annexion de cette région ukrainienne présente de nombreux avantages : désormais, la Fédération est en pleine possession de la péninsule et de ses nombreuses infrastructures militaires (au premier rang desquels le port de Sébastopol **), ce qui lui permet d'empêcher une potentielle « otanisation » de la mer Noire (la Roumanie, membre à la fois de l'UE et de l'Otan, possède une frontière maritime directe avec la Fédération de Russie), de disposer d'une zone tampon entre l'Europe et le territoire russe, et de conserver un accès aux mers chaudes. Par ailleurs, la maîtrise des infrastructures criméennes permet de sécuriser l'accès à la Méditerranée, où la marine russe s'est réinvestie ces dernières années. Outre ces infrastructures, l'intérêt stratégique de la Crimée repose sur la maîtrise de l'espace aérien. Cela donne la possibilité à la Russie d'empêcher un possible déploiement du bouclier antimissile américain en Europe orientale. Les bulles d'*A2-AD* (*Anti Access/Area Denial* : système visant à empêcher un adversaire de traverser une aire déterminée, qui s'applique aux dimensions aérienne et navale) mises en place par la Russie constituent un « mur » opposable à tout missile ou

** Sébastopol

Le 28 mai 1997, Russie et Ukraine avait signé un accord autorisant le maintien de la base navale de la Flotte (russe) de la mer Noire à Sébastopol, grâce à un bail de vingt ans.

Le 21 avril 2010, un nouvel accord avait prorogé de 25 ans le bail initial, soit jusqu'en 2042 (cf. Igor DELANÔE).



avion ennemis. Comme l'indique Robert HAZEMANN, ces bulles représentent un défi pour l'Otan qui place la supériorité aérienne comme un postulat à tout engagement, et permettent de verrouiller l'espace aérien au-dessus de la mer Noire et d'assurer la continuité du dispositif du Nord (Mourmansk) vers le Sud (Lattaquié, Syrie).

À la suite de cette annexion, le pouvoir russe a considérablement renforcé son dispositif militaire dans la péninsule, que ce soit en termes d'hommes, d'avions ou de navires de guerre (on estime que la Russie dispose sur place de 70 avions de combat et de 5 régiments). En 2016, près de 150 milliards de roubles (environ 2 Mds d'euros) ont ainsi été engagés par le ministère russe de la Défense pour moderniser et créer des unités dans les districts Ouest et Sud (cf. Robert HAZEMANN). La flotte russe en mer Noire est par ailleurs en cours de modernisation pour faire face aux réalités économiques et aux carences industrielles et technologiques entraînées par la rupture de la coopération militaro-technique avec l'Ukraine et les industries occidentales.

En renforçant sa présence militaire dans le bassin pontique (Transnistrie et Crimée), en y étendant son aire d'influence politique, la Russie de Vladimir Poutine entend également montrer à l'UE qu'elle peut vivre en dehors de la sphère européenne, et que les sanctions financières qui lui ont été appliquées ne la contraignent aucunement.

Russie-Turquie : une alliance stratégique face à l'axe Otan-UE

La compétition que mène la Russie avec les organisations occidentales passe par un rapprochement notoire avec la Turquie, l'autre puissance majeure de la mer Noire. Ce rapprochement constitue pour la Russie une manière de contrer l'influence occidentale (entendons ici les États-Unis et l'Union européenne) en Europe orientale, et ainsi de s'affirmer en tant que puissance régionale. En ce qui concerne la mer Noire, les relations russo-turques se sont assouplies. Ces deux puissances régionales fondent leur politique commune sur le respect de la Convention de Montreux de 1936. Bien que membre de l'Otan depuis 1952, la Turquie est, comme son voisin russe, fortement critique envers l'intensification de l'activité navale de l'organisation euro-atlantique en mer Noire. Depuis 1991, en effet, ces deux États aux fortes ambitions ont établi une domination partagée sur le bassin pontique. Comme l'indique Bayram Balci, une répartition d'influence a été opérée.

Les relations économiques entre les deux anciens empires sont particulièrement fortes. Ces intérêts économiques constituent ainsi le fondement d'une politique commune de contre-influence envers l'UE et l'Otan. L'approvisionnement énergétique en hydrocarbures en est la traduction la plus nette. La mer Noire est un espace important d'acheminement de ces hydrocarbures, qui proviennent de



Russie (Sibérie) ou de la mer Caspienne. L'UE ayant bloqué le projet de gazoduc South Stream, développé par l'entreprise russe Gazprom pour alimenter l'Europe sans passer par l'Ukraine, la Russie s'est tournée vers son voisin turc pour mettre en place en décembre 2014 le projet Turkish Stream (gazoduc reliant la Russie à la Turquie par la mer Noire). Ce projet a été confirmé en octobre 2016.

Cependant, des sujets de friction demeurent. C'est le cas de la Syrie, dossier dans lequel les deux pays s'opposent fermement (sauf sur la question kurde, la Russie ayant réaffirmé en septembre 2017, par la voie du porte-parole de la présidence, être en faveur de l'intégrité territoriale des États de la région, soit contre le séparatisme kurde). En effet, les Russes sont alliés de toujours du président Bachar al-Assad, alors que les Turcs soutiennent la rébellion qui veut le chasser du pouvoir. La question de l'avion de combat russe abattu par des chasseurs turcs en novembre 2015 a ainsi longtemps gelé les relations diplomatiques entre les deux États. Malgré tout, comme le montre le projet Turkish Stream, les considérations matérielles l'emportent sur les divergences ponctuelles qui peuvent survenir. En effet, la Turquie s'oppose à l'UE et ses membres sur plusieurs sujets : d'une part la question migratoire, d'autre part les critiques adressées par les pays occidentaux à l'égard de la politique du président Recep Erdoğan, à l'intérieur dans sa gestion autoritaire, à l'extérieur dans sa lutte farouche contre les Kurdes. L'opposition à l'Otan et l'UE rassemble les puissances pontiques.

*

**

Dans la région de la mer Noire, la Russie cherche à reconstituer une partie de son empire perdu. Cette reconstitution repose sur un quatre axes : politique, économique, militaire et culturel. En s'affirmant dans la zone pontique, Vladimir Poutine entend signifier au monde occidental la présence d'une autre puissance à ses frontières, l'existence d'un autre monde qui échappe aux grilles de lecture actuelles otaniennes et européennes. Avec le Moyen-Orient, la mer Noire constitue désormais le champ d'expansion de la politique étrangère russe.



Éléments de bibliographie

- AFP : « La Russie se renforce en mer Noire », *Le Monde*, 6 mai 2014 (www.lemonde.fr/europe/article/2014/05/06/moscou-se-renforce-sur-la-mer-noire_4412262_3214.html)
- AFP, « La Russie et la Turquie signent le projet Turkstream, gazoduc sous la mer Noire », *Le Monde*, 10 octobre 2016 (www.lemonde.fr/).
- BALCI Bayram (chercheur au CNRS/CERI Sciences Po), « Mer noire, Russie, Caucase, Asie centrale : quels enjeux pour la Turquie ? » (entretien vidéo), Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), 5 février 2015 (www.iris-france.org/54352-mer-noire-russie-caucase-asie-centrale-quels-enjeux-pour-la-turquie/).
- BOULÈGUE Mathieu, « La recomposition de l'étranger proche à la lumière des événements en Ukraine », *Note de la FRS* n° 17/2015, 30 juillet 2015, Fondation pour la recherche stratégique (www.frstrategie.org/).
- BREAULT Yann, JOLICCEUR Pierre et LEVESQUE Jacques, *La Russie et son ex-empire. Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Presses de Sciences Po, 2003, 347 pages.
- BORIES Olivier, « Géopolitique des langues en Ukraine : une question complexe », *RFI*, 26 juin 2014 (www.rfi.fr/mfi/20140613-ukraine-russie-geopolitique-langues-linguistique).
- CHAMONTIN Laurent, « Russie et "Étranger proche" : retour sur une année dramatique », *Diploweb*, 18 novembre 2014 (www.diploweb.com/Russie-et-Etranger-proche-retour.html).
- Commission des communautés européennes, « La synergie de la mer Noire [*Black Sea Synergy*] - une nouvelle initiative de coopération régionale », Bruxelles, 11 avril 2007 (<http://eur-lex.europa.eu/>).
- DANERO IGLESIAS Julien, « Moldavie : Premiers résultats du recensement », *Regard sur l'Est*, 5 janvier 2015 (www.regard-est.com/home/breves.php?idp=1754).
- DELANOË Igor, « La stratégie maritime russe en mer Noire », *Revue Défense Nationale*, Été 2017, p. 36-41.
- Dossier « La mer Noire : quelles spécificités ? », La Documentation française, 16 juillet 2015 (www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000556-la-mer-noire-queelles-specificites).
- DUREUX Emma, « La mer Noire : une petite mer aux grands enjeux stratégiques », *DiploMates*, 17 mai 2015 (www.diplo-mates.com/).
- GALSTYAN Garik, « Les minorités russes dans le Sud-Caucase », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 3, n° 1043, 2004, (www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-3-page-24.html)
- GARRIE Adam, « Confirmé : la Russie est opposée au séparatisme kurde au Moyen-Orient », Réseau international, 21 septembre 2017 (<https://reseauinternational.net/confirme-la-russie-est-opposee-au-separatisme-kurde-au-moyen-orient/>).
- GUÉRET Marc, « Russie : l'enjeu géopolitique de la Mer Noire se cache derrière le conflit en Crimée », *Blasting News*, mars 2015 (<http://fr.blastingnews.com/>).
- HAZEMANN Robert, « L'évolution de la présence des forces armées russes en Crimée depuis 2014 », *RDN*, Été 2017, p. 42-49.
- MINASSIAN Gaïdz, « L'enjeu mondial de la mer Noire », *Le Monde*, 20 février 2015.
- MORELLE Hubert, *La décolonisation de l'empire russe (1992-2016). Mythe ou réalité ?*, L'Harmattan, 2017, 252 pages.
- TEURTRE David, *Géopolitique de la Russie. Intégration régionale, enjeux énergétiques, influences culturelles*, L'Harmattan, 2010, 350 pages.